

COMMUNE DE
WIMEREUX

PERMIS D'AMENAGER VALANT DEMOLITION
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

DESCRIPTION DE LA DEMANDE		Référence dossier
Demande déposée le 23/05/2022	Avis de dépôt affiché en mairie le 27/05/2022	N° PA 62893 22 00001
Complétée le 30/06/2022		
Par : SCI LVB		Nombre de lot : 1
Demeurant à : 1 chemin de la Vierge 62360 SAINT-ETIENNE-AU-MONT		
Représenté par : Monsieur HUBARD Stéphane		
Pour : Création d'un terrain à bâtir comprenant des démolitions		
Sur un terrain sis à : 3 rue Saint Armand 62930 WIMEREUX		

Le Maire de WIMEREUX,

Vu la demande de Permis d'Aménager n° : PA 62893 22 00001 susvisée présentée le 23/05/2022 par la SCI LVB demeurant 1 chemin de la Vierge à SAINT-ETIENNE-AU-MONT,

Vu l'objet de la demande :

*pour la création d'un terrain à bâtir comprenant des démolitions
sur un terrain situé 3 rue Saint Armand à WIMEREUX*

Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 442-1 et suivants et R 442-13 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais approuvé le 06/04/2017,
Vu le règlement de la zone UCd-II,
Vu le SPR approuvé le 13/02/2020,

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre du Code de l'Environnement, livre II relatif à la régularisation administrative des réseaux d'assainissement pluvial des communes de Wimille et Wimereux, en date du 02/12/2013,

Vu l'avis émis par Monsieur SINTIVE, architecte conseil de la commune en date du 01/06/2022,
Vu l'accord émis par Monsieur l'Architecte des Bâtiments de France en date du 25/06/2022,
Vu l'avis émis par VEOLIA en date du 26/07/2022,
Vu l'avis émis par ENEDIS en date du 01/08/2022,
Vu l'avis émis par le SDIS en date du 23/08/2022,
Vu l'avis reçu de la DRAC en date du 05/09/2022,

Considérant que le projet porte sur les parcelles cadastrées AK703 AK1124 AK1125 AK1126 classées en zone UCd-II de la commune de WIMEREUX,

Considérant que le projet consiste en la création d'un terrain à bâtir comprenant des démolitions,

Considérant que le projet respecte les dispositions des règlements du SPR et de la zone UCd-II du PLUi,

ARRETE

ARTICLE 1 :

Le permis d'aménager valant démolition est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

ARTICLE 2 : Prescriptions

L'exécution des travaux soumis au permis susvisé est subordonnée au respect des prescriptions ci-après et aux avis des services consultés annexés au présent arrêté.

Le nombre maximum de lot dont la réalisation est autorisée est de : 1 (un).
La construction respectera scrupuleusement les dispositions du règlement de la zone UCd-II,
L'accès à la parcelle aura une largeur minimale de 4 mètres.

Conformément à l'arrêté préfectoral en vigueur, les eaux pluviales seront infiltrées à la parcelle, sauf en cas d'incapacité technique à démontrer par le demandeur auprès des services compétents de la collectivité.

Les prescriptions émises par le SDIS en matière d'accessibilité aux secours et de défense incendie seront intégralement respectées.

L'attention du pétitionnaire est attirée sur le fait qu'ENEDIS a émis un avis favorable pour un projet à concurrence de 12 kVa monophasé.

Si lors de la réalisation des travaux, des vestiges archéologiques étaient mis à jour, ils doivent être signalés immédiatement au service régional de l'archéologie (Tél 03 28 36 78 50 - Fax 03 28 36 78 69). Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits avant examen par des spécialistes et tout contrevenant sera passible des peines prévues à l'article 322-2 du code pénal.

ARTICLE 3 : Taxes

La présente autorisation est assujettie à la Taxe d'Aménagement et à la Redevance Archéologique Préventive dont les montants seront transmis ultérieurement.

Fait à WIMEREUX,

#signature#

La présente décision est transmise au Représentant de l'État dans les conditions prévues aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 424-7 du Code de l'urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

- **DUREE DE VALIDITE** : L'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de deux ans à compter de la notification de l'arrêté. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la mairie.

- **DROITS DES TIERS** : La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles, servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage, règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** : Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L 241-1 et suivants du code des assurances.

- **VOIES ET DELAIS DE RECOURS** : Toute personne qui désire contester cette décision peut, soit saisir le Tribunal Administratif de Lille d'un recours contentieux dans les deux mois à compter de la publication de l'acte. Soit saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite). Dans les deux cas, le contestataire devra rédiger dans le délai imparti une lettre comportant ses nom, prénom et adresse, et accompagnée d'une copie de la décision contestée et exposant les motifs du recours, sous pli recommandé avec accusé de réception. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr



Longfossé, le mardi 23 août 2022

Le Chef de Groupement,

**Groupement territorial
Ouest**

**Service Prévision - Opération
Bureau Prévision des Risques**

à

**Communauté d'Agglomération du Boulonnais
Service Instructeur Mutualisé
A l'attention de Madame Nathalie LEMAIRE
1 boulevard du Bassin Napoléon
BP 755
62321 BOULOGNE SUR MER CEDEX**

Affaire suivie par : Lieutenant Pascal ANSEL
Référence : 22-320 PA/MM
Archive numérique : 470

Objet : DEFENSE EXTERIEURE CONTRE L'INCENDIE – PERMIS D'AMENAGER
Commune de WIMEREUX (62930) – 3 rue Saint Armand
Permis d'aménager n° 062.893.22.00001

V/Réf : Votre transmission en date du 20 juillet 2022
Arrivée dans mes services le 26 juillet 2022

Par transmission citée en référence, vous m'avez adressé, pour avis, le dossier rappelé en objet présenté par la SCI LVB représentée par Monsieur Stéphane HUBARD, 1 chemin de la Vierge à SAINT ETIENNE AU MONT (62360).

Aussi, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance les éléments suivants :

I. DESCRIPTION DU PROJET :

Le permis d'aménager repris précédemment doit permettre d'identifier les règles s'imposant à l'opération immobilière projetée sur les sections cadastrales référencées AK 703, AK 1124, AK 1125 et AK 1126.

Ces sections cadastrales répondent actuellement aux caractéristiques suivantes :

- ⇒ **Surface** : la surface des sections est d'environ 267 m².
- ⇒ **Projet** : création d'un terrain à bâtir.
- ⇒ **Isolement vis-à-vis des tiers** : non communiqué.
- ⇒ **Surface de plancher** : 160 m².

II. AVIS SUR LE PROJET :

J'estime que les prescriptions suivantes devront être respectées :

1) ACCESSIBILITE AUX SECOURS :

Le bâtiment projeté sur les sections cadastrales, objet du présent avis, devra être desservi par une voie engins qui devra répondre aux caractéristiques suivantes :

- Largeur minimale : 3 mètres, bandes réservées au stationnement exclues.
- Hauteur minimale : 3,50 mètres.
- Force portante : 160 kilo newton (avec un maximum de 90 kilos newton par essieu, ceux-ci étant distants de 3,60 mètres au minimum).
- Rayon de braquage intérieur minimal dans les virages : 11 mètres.
- Sur-largeur dans les virages : $S = 15/R$ pour des virages de rayon inférieur à 50 mètres.
- Pente inférieure à 15%.

Il est ensuite nécessaire de noter que les voies en impasse de plus de 50 mètres devront permettre le retournement des engins d'incendie, par exemple, par la mise en place d'une raquette de retournement.

Cependant, les critères d'accessibilité repris ci-dessus peuvent être majorés, notamment si les constructions envisagées sont classées en « 3^{ème} ou 4^{ème} famille » conformément à l'arrêté du 31 janvier 1986 relatif à la sécurité dans les bâtiments d'habitation.

2) DEFENSE INCENDIE :

- Décret 2015-235 du 27 février 2015 relatif à la Défense Extérieure Contre l'Incendie et l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 portant sur le règlement départemental de DECI du Pas de Calais.

Au vu des éléments repris au sein du descriptif et de surcroît ne disposant pas des éléments nécessaires permettant une étude précise, il est préconisé que la défense extérieure contre l'incendie du bâtiment projeté sur les sections cadastrales, objet du présent avis, respecte les caractéristiques formulées au sein de la grille d'évaluation communiquée ci-après :

GRILLE D'EVALUATION

Type de risques	Catégorie	Descriptif / Surface		Niveau max	Volume horaire	Durée	Volume total	Répartition du volume	Volume en m ³ mini	Distance maximale (m)
Courant très faible		Isolée de tous tiers d > 5 m	≤ à 50 m ²	R+1	30 m ³ /h sous 1 bar ou 30 m ³ Jusqu'à 150 m OU exonération de D.E.C.I. après AVIS DU SDIS et argumentation du pétitionnaire (§3.2.1 des dispositions générales)					
Courant faible		Isolée de tous tiers d > 5 m	≤ à 250 m ²	R+1	30 m ³ /h	1 h	30 m ³	-		200
			> à 250 m ²		30 m ³ /h	2 h	60 m ³	50% - 50%	30 m ³ 30 m ³	200 pour le 1er PEI 400
Courant ordinaire	1ère famille	Non isolée d ≤ 5 m ; jumelées		R+1	45 m ³ /h	2 h	90 m ³	50% - 50%	45 m ³	200 pour le 1er PEI
									45 m ³	400
		En bande		R+0			60 m ³	200 pour le 1er PEI		
		En bande à structure indépendante		R+1	60 m ³ /h	2 h	120 m ³	50% - 50%	60 m ³	400
	2ème famille (a)	Classique réglementation		≤ R+3	60 m ³ /h	2 h	120 m ³	50% - 50%	60 m ³	200 pour le 1er PEI
		Risque particulier (château, manoir, ...)							ANALYSE SDIS 62	
Courant important	3ème famille (a)	3A (H ≤ 28 m)	≤ R+7	120 m ³ /h	2 h	240 m ³	50% - 75% - 100%	120 m ³	100 pour le 1er PEI	
								60 m ³	400	
				60 m ³	900					
		3B (H ≤ 28 m)	> R+7	120 m ³ /h	2 h	240 m ³	50% - 75% - 100%	120 m ³	100 pour le 1er PEI . 60 si colonne sèche (2)	
	60 m ³							400		
			60 m ³	900						
	4ème famille (a)	-	28 m < H < 50 m	-	180 m ³ /h	2 h	360 m ³	50% - 75% - 100%	180 m ³	100 pour le 1er PEI . 60 si colonne sèche (2)
									90 m ³	400
90 m ³									900	

Type de risques	Catégorie	Nombre de P.E.I. utilisable(s) simultanément (1)	Volume horaire	Nombre de point(s) d'eau utilisable(s) simultanément (1)	Volume horaire	Distance maximale (m)	
						Au 1 ^{er} P.E.I.	Entre les P.E.I.
Particulier	Quartiers saturés, historiques, rues étroites, accès difficile, ...	2 à 3	60 m ³ /h	2	120	150	150

(1) Si l'utilisation de 2 hydrants en simultané, alors le débit est réparti entre ces 2 points d'eau Incendie (P.E.I.).

(2) Article 98 de l'arrêté du 31 janvier 1986 concernant la réglementation Incendie dans les immeubles à usage d'habitation.

(a) Pour ces familles, la grille d'évaluation sera prise en compte dans le cas de bâtiment individuel. Si elles se situent dans des cœurs de villes, alors la grille d'évaluation appliquée sera celle du risque particulier.

Le Chef du Groupement Ouest,



Lieutenant-Colonel François HOLLAND.

Copie à :

- M. le Maire de WIMEREUX
- M. le chef du Groupement Prévision des Risques
- M. le chef du centre d'incendie et de secours de BOULOGNE SUR MER

Etienne SINTIVE, Architecte

Diplômé Par Le Gouvernement
Architecte du Patrimoine

Architecte Consultant auprès de la Mairie de WIMEREUX

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BOULONNAIS
REÇU LE

14 SEP. 2022

Service Instructeur Mutualisé

V/Réf. :
N/Réf. : 22/152-02/ES/LL
91-12

Aff. Suivie par :
E. SINTIVE

UNITÉ DEPARTEMENTALE DE
L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE
DU PAS-DE-CALAIS (U.D.A.P.)
A l'attention de Monsieur l'Architecte des
Bâtiments de France
CS 10007
62022 ARRAS CEDEX

LILLE, le 01 juin 2022

**OBJET : PA 062 893 22 00001
M. HUBARD-SCI LVB : 3 rue St Armand (AK n°703, 1124, 1125 et 1126) / WIMEREUX**

Monsieur,

Dans le cadre de la mission de conseil auprès de la Commune de WIMEREUX, je vous confirme que je n'ai pas d'observation à émettre, en regard du cadre du Site Patrimonial Remarquable.

Outre le respect des dispositions du P.L.U. qui seront examinées par le Service Instructeur de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais, le présent avis est émis à titre consultatif.

Vous en souhaitant bonne réception, je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

E. SINTIVE, Architecte



Copie : Mairie de WIMEREUX



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles des Hauts-de-France
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Pas-de-Calais

MAIRIE DE WIMEREUX
PLACE DU ROI ALBERT 1ER
62930 WIMEREUX

Dossier suivi par : Amélie MOREAU

Objet : demande de permis d'aménager

A ARRAS, le 25/06/2022

numéro : pa8932200001

adresse du projet : 3 RUE SAINT ARMAND 62930 WIMEREUX

nature du projet : Lotissement usage d'habitation

déposé en mairie le : 23/05/2022

reçu au service le : 30/05/2022

servitudes liées au projet : LCAP - site patrimonial remarquable -

demandeur :

SCI LVB- MR HUBARD STEPHANE
1 CHEMIN DE LA VIERGE
62360 SAINT ETIENNE AU MONT

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable. Les articles L.632-1 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Après examen de ce projet, l'architecte des Bâtiments de France donne son accord.

L'architecte des Bâtiments de France

DAVID BOUILLON

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le contrôle de la conformité des travaux sera réalisé en collaboration avec l'architecte des Bâtiments de France en application des articles L.462-2 et R.462-7 du code de l'urbanisme.

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BOLLONNAIS
REÇU LE
27 JUIN 2022
Service Instructeur Mutualisé

ARE Nord-Pas-de-Calais

C.A DU BOULONNAIS SERVICE INSTRUCTEUR MUTUALISE
1 BOULEVARD DU BASSIN NAPOLEON
BP 755
62321 BOULOGNE SUR MER CEDEX

Téléphone : 09 69 32 18 39
Télécopie : 03 21 46 37 77
Courriel : npdc-are@enedis.fr
Interlocuteur : LENGLET Jennifer

Objet : Réponse concernant l'instruction d'une autorisation d'urbanisme

CALAIS, le 01/08/2022

Madame, Monsieur,

Vous nous avez transmis la demande d'instruction de l'autorisation d'urbanisme PA0628932200001 concernant la parcelle référencée ci-dessous :

Adresse : 3 RUE ST AMAND
62930 WIMEREUX
Référence cadastrale : Section AK , Parcelle n° 703-1124-1125-1126
Nom du demandeur : SCI LVB

Nous avons instruit cette demande sans disposer de la puissance de raccordement nécessitée par le projet. Compte tenu du type de projet, nous avons basé notre réponse sur l'hypothèse d'une puissance de raccordement de 12 kVA monophasé.

Nous vous informons que, sur la base des hypothèses retenues pour notre analyse, aucune contribution financière n'est due par la CCU à Enedis.

Cette réponse reste valable pendant la durée de validité de l'autorisation d'urbanisme.

Nous vous demandons d'indiquer explicitement sur l'autorisation d'urbanisme la puissance de raccordement pour laquelle ce dossier a été instruit, à savoir 12 kVA monophasé. Si cette puissance de raccordement retenue n'est pas inscrite dans l'autorisation d'urbanisme, et que le bénéficiaire demande une puissance de raccordement différente de celle retenue par Enedis, une contribution financière pour des travaux correspondant à une autre solution technique pourrait être à la charge de la CCU (ou de l'EPCI).

Cette réponse ne précise pas la contribution due par le client à Enedis.

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sincères salutations.

Jennifer LENGLET

Votre conseiller



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BOULONNAIS
REÇU LE
- 5 AOUT 2022
Service Instructeur Mutualisé

1/1

Enedis est une entreprise de service public, gestionnaire du réseau de distribution d'électricité. Elle développe, exploite, modernise le réseau électrique et gère les données associées. Elle réalise les raccordements des clients, le dépannage 24h/24, 7j/7, le relevé des compteurs et toutes les interventions techniques. Enedis est indépendante des fournisseurs d'énergie qui sont chargés de la vente et de la gestion du contrat de fourniture d'électricité.

Région Hauts de France
Territoire Littoral Audomarois

COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BOULONNAIS
REÇU LE

Service Instructeur Mutualisé

CA du Boulonnais
Service Instructeur Mutualisé
1 Bd du Bassin Napoléon
BP755
62321 BOULOGNE SUR MER CEDEX

Affaire suivie par F. Germe
Tél. 06.03.19.00.42
francois.germe@veolia.com

Objet : PA 062 893 22 00001 – SCI LVB
Wimereux - 3 rue Saint Armand - Parcelles AK703,1124,1125 – 1 lot.

Boulogne-sur-Mer le 26 juillet 2022

Madame,

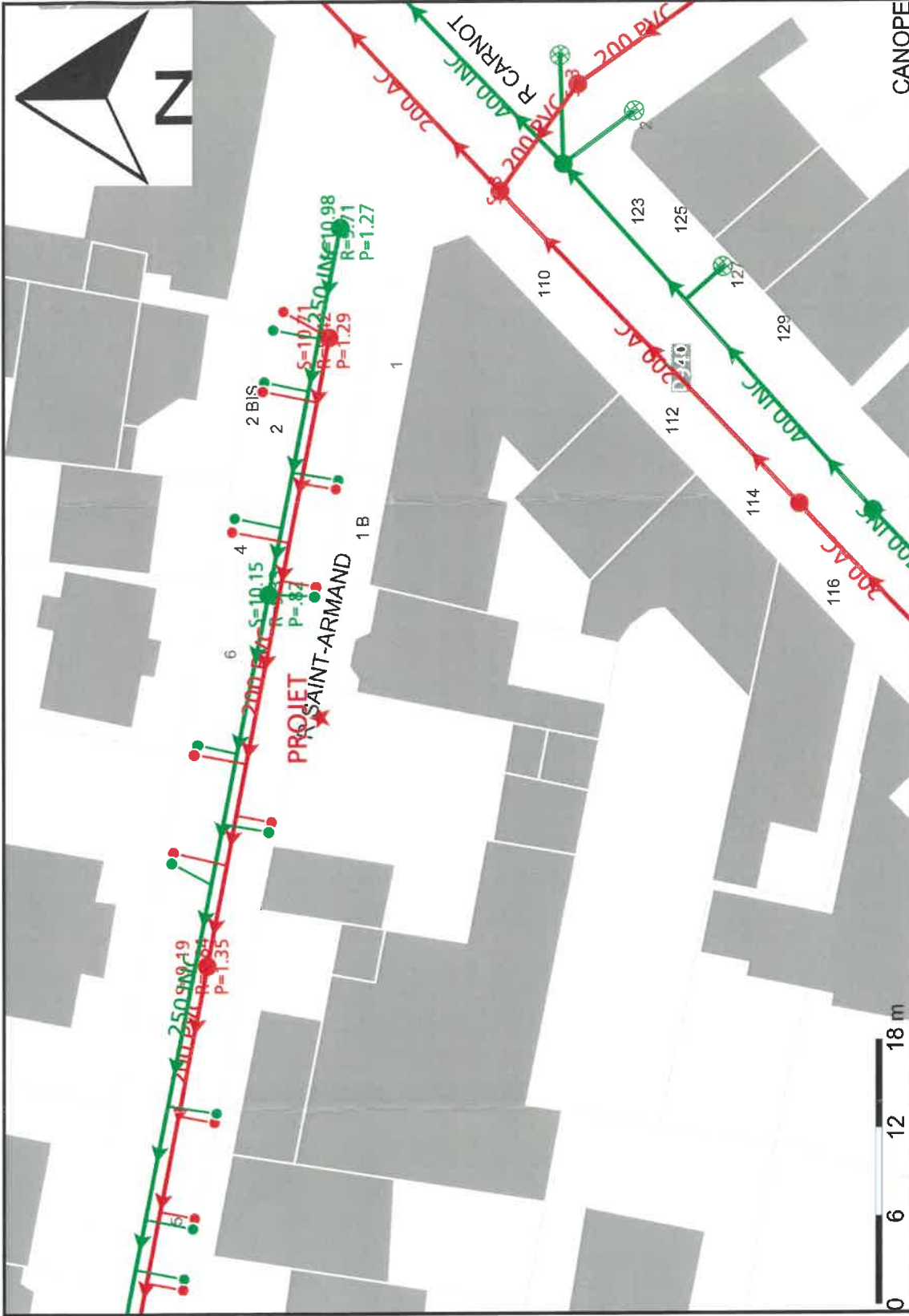
Nous accusons réception de votre courrier du 20 Juillet dernier concernant la demande reprise en objet.
La lecture du dossier entraîne les remarques suivantes :

- Le réseau public d'Eau Potable \varnothing 80 mm présent dans la rue couvre la parcelle et répond aux besoins domestiques en eau du projet. La pression statique est de l'ordre de 3,1 bars.
- Il existe un poteau incendie \varnothing 100 mm à moins de 200 m de la parcelle. Cependant, seuls les pompiers sont habilités à valider la protection du projet contre l'incendie en fonction de l'état de couverture existant.
- Les réseaux publics d'assainissement de type séparatif Eaux Usées \varnothing 200 mm et Eaux Pluviales \varnothing 250 mm présents dans la rue couvrent la parcelle et répondent aux besoins du projet.
- Conformément à l'arrêté en vigueur, les Eaux Pluviales seront infiltrées à la parcelle, sauf en cas d'incapacité technique à démontrer par le demandeur auprès des services compétents de la collectivité.

Je reste à votre disposition pour tout autre renseignement et vous prie de croire, Madame, en l'assurance de mes salutations distinguées.

François GERME
Responsable du Support technique aux exploitants

PJ : extraits des plans d'eau et/ou d'assainissement



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BOULONNAIS
REÇU LE

Service Instructeur Mutualisés

Canope
WIMEREUX
Réseau

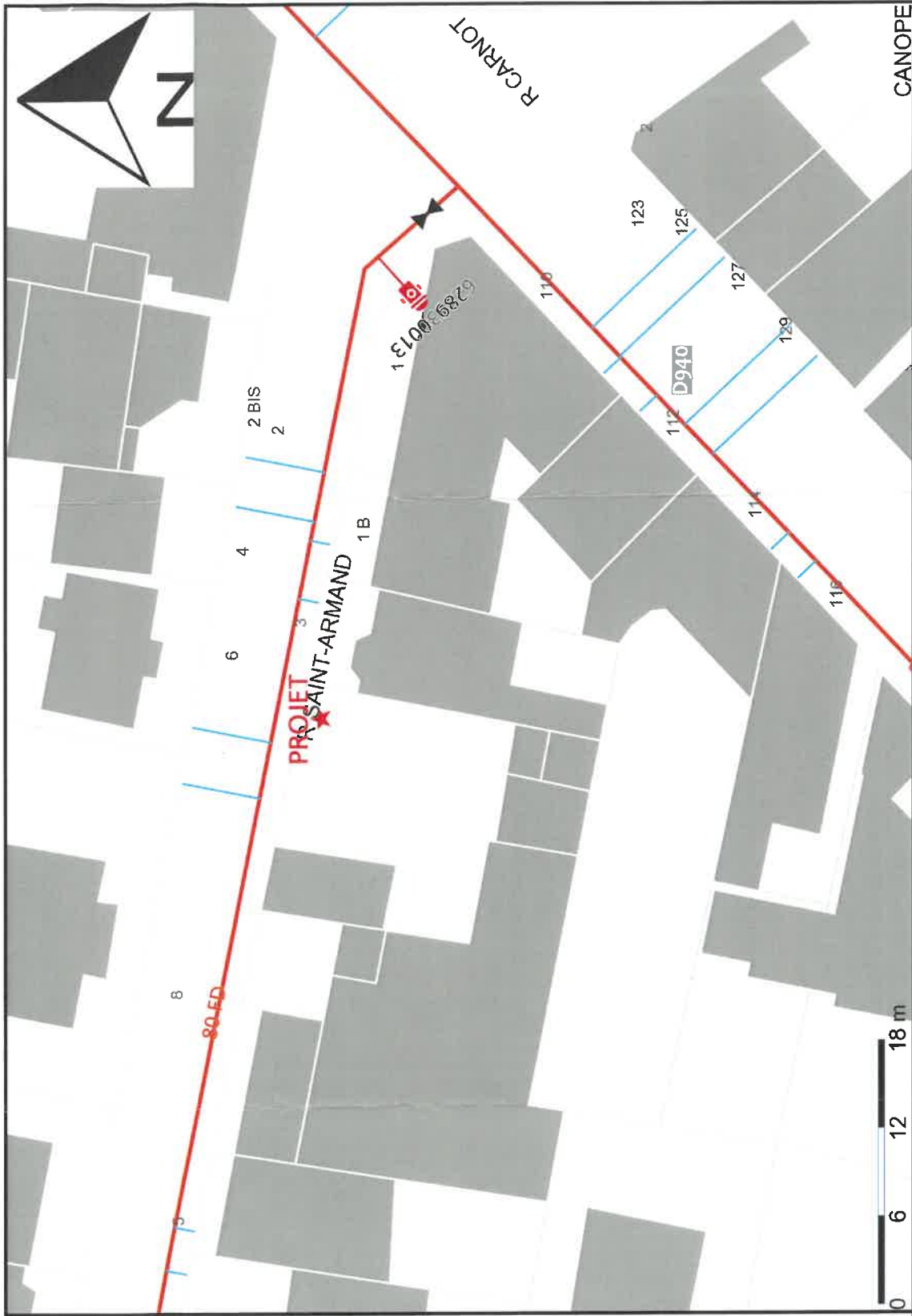
Echelle : 1/400 **Plan valable 3 mois à compter du : 26/07/2022**

Plan classe C. Les branchements et le réseau principal sont en général pourvus d'affleurants visibles permettant de les localiser, notamment les tampons des regards de visite et des boîtes de branchement pour l'assainissement et bouches à clé de vannes pour l'eau potable.

tél.
fax

- Réseaux
- Assainissement
- Veolia
- Autre
- Départementaux & interdépartementaux (Refoulement)
- Départementaux & interdépartementaux (Refoulement)
- Drain
- Eau pluviale
- Eau pluviale (Refoulement)
- Eau pluviale Stratégique/sensible
- Eau usée
- Eau usée (Refoulement)
- Eau usée Sous vide
- Eau usée Stratégique/sensible
- Fossé
- Inconnu
- Industriel
- Unitaire
- Unitaire (Refoulement)
- Unitaire Stratégique/sensible
- Autre
- Puisard (eaux pluviales)
- Puisard (eaux usées)
- Puisard (inconnu)
- Puisard (unitaire)
- Regard (eaux pluviales)
- Regard (eaux usées)
- Regard (inconnu)
- Regard (unitaire)
- Regard de transfert (inconnu)
- Transfert (eaux pluviales)
- Transfert (eaux usées)
- Transfert (unitaire)
- Autre
- Avaloir - Grille
- Avaloir direct
- Avaloir visitable
- Grille
- Grille (collecteur)
- Grille Caniveau
- Autre
- Cône
- Chambre de collecte (réseau sous vide)
- Chambre de visite
- Clapet
- Débitmètre
- Dégrilleur (réseau)
- Equipement d'injection de réactifs (odeurs)
- Mesure niveau
- Mesure pression

- Plaque pleine
- Pluviomètre
- Réservoir de chasse
- Section de mesure
- Siphon
- Soupape
- Té de curage
- Vanne
- Vanne asservie
- Ventouse
- Vidange
- Autre
- Eaux usées
- Inconnu
- Pluvial
- Unitaire
- Surface de récupération d'eaux pluviales
- Aéroéjecteurs
- Autre
- Bassin d'orage
- Centrale de vide
- Déssableur
- Déversoir d'orage
- Point de rejet
- Poste d'injection
- Poste de refoulement
- Poste de relèvement
- Séparateur Hydrocarbure
- Station épuration
- Privé
- Collecteur
- Regard
- Avaloir Grille
- Equipements Assainissement
- Branchement(Asst)
- Ouvrage Assainissement
- Abandonné
- Collecteur
- Regard
- Avaloir Grille
- Equipements Assainissement
- Branchement(Asst)
- Ouvrage Assainissement
- Annotations
- Annotation Polygone
- Buffer
- Ligne
- Annotation Point
- Texte



COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
DU BOULONNAIS
REÇU LE

Service Instructeur Mutualisé

Canope

WIMEREUX

Réseau AEP

Echelle : 1/400

Plan valable 3 mois à compter du : 26/07/2022

Plan classe C. Les branchements et le réseau principal sont en général pourvus d'affleurants visibles permettant de les localiser, notamment les tampons des regards de visite et des boîtes de branchement pour l'assainissement et bouches à clé de vannes pour l'eau potable.

tél.

fax

- Réseaux
Eau potable
Veolia
- Autre et/ou ND
 - Etage pression (1)
 - Etage pression (2)
 - Etage pression (3)
 - Etage pression (4)
 - Etage pression (5)
 - Etage pression (6)
 - Etage pression (7)
 - Etage pression (8)
 - Etage pression (9)
 - Etage pression (10)
 - Etage pression (11)
 - Etage pression (12)
 - Etage pression (13)
 - Etage pression (14)
 - Etage pression (15)
 - Etage pression (16)
 - Autre
 - Captage
 - Forage
 - Réservoir
 - Réservoir (semi enterré)
 - Réservoir (sur tour)
 - Regard de visite
 - Station de Pompage
 - Station de rechloration
 - Station de surpression
 - Usine de traitement
 - Autres
 - Vanne Bloquée Fermée
 - Vanne Bloquée ouverte
 - Vanne Fermée
 - Vanne ouverte
 - Autre
 - Bache incendie
 - Bouche incendie
 - Poteau incendie
 - Prise accessoire
 - Anti-bélier
 - Autre
 - Borne de puisage
 - Borne fontaine
 - Bouche de lavage et/ou arrosage
 - Cône
 - Chloration
 - Clapet
 - Plaque pleine

- Poteau agricole
- Préleveur en ligne
- Purge
- Purge automatique
- Raccord
- Soupape
- Toilettés publiques
- Ventouse
- Vidange
- Autre
- Capteur pression
- Chloromètre
- Prélocalisateur (poste fixe)
- Sonde multi-paramètre
- Sonde température
- Turbidimètre
- Autre
- Compteur (sectorisation)
- Compteur Eau
- Compteur VG
- Débitmètre Eau
- Débitmètre Eau (sectorisation)
- Autre
- Réducteur Pression
- Régulateur de débit
- Stabilisateur Pression
- Anode réactive
- Autre
- Prise de potentiel
- Protection cathodique
- Grand compte
- Normal
- Sensible
- Privé
- Canalisation
- Ouvrages (AEP)
- Vanne
- Défense incendie
- Equipement Réseau
- Mesure
- Comptage
- Régulation
- Protection
- Branchement (AEP)
- Abandonné
- Canalisation
- Ouvrages (AEP)
- Vanne
- Défense incendie
- Equipement Réseau

Ville de WIMEREUX

Si vous souhaitez obtenir des informations adressez-vous à :

Communauté d'Agglomération du Boulonnais,
Service Instructeur Mutualisé
Nathalie LEMAIRE Tél. 03.21.10.36.36

A RAPPELER DANS TOUTE CORRESPONDANCE

Permis d'Aménager

n° : **PA 62893 22 00001**

Reçu le **23/05/2022**

Nom du demandeur : **SCI LVB
Monsieur HUBARD Stéphane**

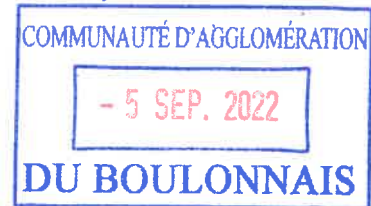
Adresse des travaux :
**3 rue Saint Armand
62930 WIMEREUX**

Nature des travaux : **Création d'un terrain à bâtir**

Références cadastrales : **AK703 AK1124 AK1125 AK1126**

Destinataire :

Service Régional de
l'Archéologie/DRAC
3 rue du Lombard
Hotel Scrive Tsa 50041
59049 LILLE



Objet : ENVOI DE DOSSIER EN CONSULTATION

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre pour AVIS, un exemplaire du dossier de demande de Permis d'Aménager n° **PA 62893 22 00001** en application du code de l'urbanisme (et notamment l'article R 421-5 alinéa 1).

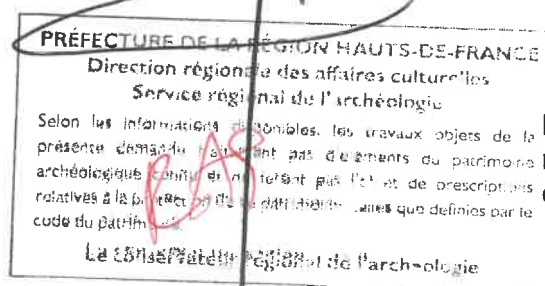
Vous disposez d'un délai d'un mois à compter de la réception du dossier dans votre service pour me faire parvenir votre avis sur le dossier. Passé ce délai, vous serez réputé avoir émis un avis favorable. Votre avis, notamment s'il est défavorable ou s'il contient des prescriptions, doit être motivé pour pouvoir être légalement repris dans l'arrêté.

Je vous invite donc à me faire parvenir rapidement vos observations.

Votre avis est à retourner à l'adresse suivante :

**Communauté d'Agglomération du Boulonnais
Service Instructeur Mutualisé
1 boulevard du Bassin Napoléon - BP 755
62321 BOULOGNE SUR MER CEDEX**

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.



Fait à Boulogne sur mer,
Le 20 juillet 2022

Le responsable du service instructeur
mutualisé de la Communauté
d'Agglomération du Boulonnais

